Vincent Lemieux
Professeur, science politique, Université Laval
(1976)

“Les partis provinciaux au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Vincent Lemieux, "*Les partis provinciaux du Québec*". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Partis politiques au Québec*, pp. 69-88. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1976, 299 pp. Les Cahiers du Québec, no 23. Collection Science politique.

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

Courriel : vlemieux@sympatico.ca

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>

<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 10 octobre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

1. Les activités traditionnelles des partis
2. L'organisation traditionnelle des partis
3. Le système traditionnel des partis
4. Les transformations du système des partis
5. Les transformations de l'organisation des partis
6. Les transformations des activités des partis
7. Les différences idéologiques entre les partis

Vincent Lemieux,

“ **Les partis provinciaux du Québec** ”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Partis politiques au Québec*, pp. 69-88. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1976, 299 pp. *Les Cahiers du Québec*, no 23. Collection Science politique.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Des transformations, dont les résultats sont encore incertains, se produisent actuellement chez les partis provinciaux du Québec^{*}. Mais, avant d'examiner ces transformations, il est bon de montrer quels étaient, il y a encore dix ou quinze ans, les activités de ces partis politiques, leur organisation et leur système. Nous pourrons ensuite mieux saisir le sens des transformations actuelles.

Ce qui distingue un parti des autres forces politiques, c'est l'objectif qu'il a d'occuper les postes d'autorité par lesquels sont formulées officiellement les mesures politiques dans une société. À partir de là, on peut diviser en trois catégories les activités ou « fonctions » des partis politiques : les activités électorales, les activités de connexion et les activités gouvernementales.

---

^{*} Ce texte constitue la version révisée et mise à jour d'une étude d'abord publiée dans Louis Sabourin (dir.). *Le système politique du Canada*, Ottawa. Éditions de l'Université d'Ottawa. 1968.

Autrement dit, les tâches d'un parti politique consisteraient à remporter la victoire aux élections ; à faire le lien entre le gouvernement et les publics, et tout spécialement les publics partisans ; ainsi qu'à organiser et diriger l'appareil gouvernemental.¹ Ajoutons que dans nos « démocraties occidentales », et plus généralement dans les systèmes compétitifs de partis, les activités principales des partis politiques sont forcément les activités électorales, exception faite des petits partis idéologiques qui se confinent ou presque aux activités de connexion. C'est-à-dire qu'à choisir entre les trois fonctions, la plupart des partis seront portés à donner la priorité à la fonction électorale qui, si elle réussit, leur permettra d'occuper les postes d'autorité politique, alors que la fonction de connexion n'est qu'auxiliaire à la poursuite de cet objectif, et que la fonction gouvernementale n'est que conséquente à l'objectif électoral une fois atteint.

Les partis ne se distinguent donc pas tellement par la priorité qu'ils donnent à l'une ou l'autre des fonctions, mais plutôt par la façon dont ils remplissent leur fonction électorale et dont ils concilient avec elle l'exercice des deux autres fonctions.

Les partis provinciaux du Québec ne font pas exception. Il est bien connu que leurs activités de connexion ainsi que leurs activités gouvernementales furent toujours très dépendantes de leurs activités électorales, c'est-à-dire qu'ils ont été traditionnellement des « machines » électorales, avant tout. Mais comment au juste fonctionnaient ces machines ? Quel était le secret de leur réussite ?

---

¹ Cette division est proche de celle que fait Frank J. Sorauf entre les partis dans le corps électoral, les partis en eux-mêmes et les partis au gouvernement. Voir à ce sujet son livre *Party Politics in America*, Boston, Little Brown, 1972. On trouvera une division un peu semblable dans Léon Dion. *Société et Politique*, tome II. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972 ; et dans Vincent Lemieux, « Pour une science politique des partis », *Revue canadienne de science politique*, décembre 1972, pp. 485-502.

1. Les activités traditionnelles des partis

[Retour à la table des matières](#)

Au risque de simplifier un peu, nous pouvons distinguer quatre types d'incitations ou de rétributions que les partis offraient à leurs électeurs, en échange de contributions.

Parmi ces rétributions, les plus nombreuses étaient d'ordre matériel, qu'il s'agisse de biens, d'emplois, de services, de contrats, etc. On pense ici au phénomène du patronage, c'est-à-dire à toutes ces récompenses et à tous ces appâts que les partis offraient aux électeurs en échange de leur vote, de leur travail d'élection, ou encore de leurs contributions à la caisse électorale. Il faut, à ce propos, distinguer entre le « petit » patronage qui concernait surtout les électeurs et les travailleurs d'élection, et le « gros » patronage dont bénéficiaient surtout les souscripteurs à la caisse électorale. Il faut aussi, d'un autre point de vue, faire la distinction entre le parti ministériel qui avait le contrôle quasi absolu du patronage, et le parti d'opposition qui en était dépossédé et qui ne pouvait donc pas en utiliser les rétributions pour sa fonction électorale, si ce n'est sous forme de promesse.²

Pour un nombre plus restreint de ses partisans, le parti offrait aussi la possibilité de faire carrière politique, à condition, généralement, de suivre une certaine filière où l'on n'accédait, par exemple, à une candidature qu'après plusieurs années de bons services au parti, à un poste de ministre qu'après toute une vie politique consacrée au parti. Notons que, là encore, le parti ministériel se trouvait en bien meilleure posture que le parti d'opposition.³

Les partis offraient aussi des rétributions plus immatérielles ou plus idéologiques. Si les partis provinciaux du Québec n'ont pas manqué d'exploiter les idéologies religieuses, libérales, patriotiques ou nationalistes qui

² Sur ces thèmes, voir Vincent Lemieux, « Le patronage politique dans l'Île d'Orléans », *L'Homme*, avril-juin 1970, pp. 22-44.

³ On pourra lire à ce sujet l'article de Robert Boily, « Les hommes politiques du Québec 1867-1967 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, décembre 1967, pp. 599-634, ainsi que son chapitre « Les candidats élus et les candidats battus » dans Vincent Lemieux (dir.), *Quatre élections provinciales au Québec : 1956-1966*, Québec. Les Presses de l'Université Laval, 1969, pp. 87-122.

avaient cours au Québec, c'est qu'ils rassuraient par là les élites dont ces idéologies étaient la nourriture quotidienne. Les partis atteignaient ainsi une clientèle plus vaste que celle qui cherchait à faire carrière politique, et qui ne recouvrait qu'assez peu celle du patronage, grand ou petit.

Enfin, les partis offraient un dernier type de rétributions, d'ordre immatériel lui aussi, soit l'identification bien souvent grisante à ce que les ethnologues appellent une « moitié », et plus concrètement à quelques hommes, chefs, députés ou candidats qui incarnaient cette moitié.⁴ Autrement dit, il faisait bon dans les petites localités, dans les petits quartiers ou dans les petits comtés du Québec d'être « rouge » parmi les « rouges » et contre les « bleus » (ou vice versa), d'être du parti de Laurier, de Lavergne, de Taschereau ou de Duplessis. Des hommes, que ni le patronage, ni le désir d'une carrière politique, ni les grandes déclarations idéologiques attiraient aux partis, ont ainsi passé toute une vie à voter « rouge » ou « bleu », sans jamais « déteindre », parce que leurs pères l'avaient fait avant eux et que c'eut été une trahison d'agir autrement.

Les activités de connexion des partis étaient le plus souvent liées au travail électoral. On connaît bien ces cartes de différentes couleurs mises à la disposition des orateurs des tribunes électorales, où étaient stéréotypées les grandes lignes du programme du parti. Ou encore, cette propagande électorale où étaient exploitées les puisions élémentaires et les idéologies mystificatrices dont il vient d'être question. Par ces procédés, les partis, dans leurs relations avec les publics, traitaient des problèmes gouvernementaux de façon abstraite, pour les rendre conformes aux stéréotypes partisans, plutôt que d'ajouter aux représentations (ce qui est la définition même de l'information) et de donner tout le contenu du problème, quitte à en traiter dans une optique partisane. Autrement dit, les partis éduquaient à leurs stéréotypes pour les appliquer ensuite à la version abstraite qu'ils donnaient des problèmes qui s'imposaient à eux, plutôt que d'éduquer à l'ensemble du problème pour montrer ensuite comment ils se proposaient de le résoudre. La connexion dans l'autre sens, des publics au gouvernement, empruntait surtout les voies du patronage.

De même, le caractère électoraliste des activités gouvernementales des partis politiques québécois était-il manifeste. L'électrification rurale, la voirie rurale, les mesures d'assistance étaient autant de politiques qui, tout en répondant plus ou moins efficacement à de réels besoins de la population, avaient un caractère électoraliste très marqué, en ce qu'elles s'adressaient très précisément à des individus ou à des groupes d'individus bien déterminés : une mère « nécessiteuse » ou un colon, un rang, une paroisse. Le député ou le

---

⁴ Un ethnologue américain, George P. Murdock, a appliqué cette notion de « moitié » aux deux grands partis américains. Voir son chapitre « Political Moieties » dans Leonard D. White (éd.). *The State of the Social Sciences*, Chicago, the University of Chicago Press, 1956, pp. 113-148.

« patronneux » ne manquait d'ailleurs pas de se substituer aux administrations pour apparaître aux yeux de ses électeurs comme celui grâce auquel était administrée la mesure. Et les administrations elles-mêmes étaient remplies de partisans fidèles dont la participation à l'appareil gouvernemental était la récompense de bons services ou de la fidélité électorale au parti. Quant aux velléités autonomistes du gouvernement du Québec envers Ottawa, elles avaient pour fonction, sinon pour but, d'attacher au parti ministériel les élites et sous-élites nationalistes.⁵

Ce caractère prédominant des activités électoralistes des partis politiques québécois, ainsi que des aspects électoralistes dans les activités de connexion ou de gouvernement, explique assez bien l'organisation de ces partis.

2. L'organisation traditionnelle des partis

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit des partis politiques québécois qu'ils avaient été, avant tout, des machines électorales. Trois traits principaux peuvent caractériser l'organisation de ces machines : la prédominance des parlementaires à la direction, les assises fortement locales et donc fortement décentralisées au parti, et les faibles articulations entre la base et le sommet.

La prédominance des parlementaires s'explique aisément quand le parti est, avant tout, une machine électorale. Ils sont alors les experts en la matière puisqu'ils ont été élus. Ils contrôlent aussi ou sont appelés à contrôler la distribution des incitations dont nous parlions plus haut, qu'il s'agisse du patronage, de l'accès aux postes politiques, des grandes idées à l'intention des élites, ou encore de l'identification à leur propre personne ou au parti qu'ils incarnent. Groupés autour d'un chef et se fréquentant à Québec, que ce soit au Parlement ou ailleurs, il n'est pas étonnant que les parlementaires aient dirigé le parti, assistés de quelques subalternes.

---

⁵ Sur ces questions, on pourra lire le livre de Herbert F. Quinn, *The Union Nationale*. Toronto, the University of Toronto Press, 1963 (en particulier les chapitres 5, 6 et 7). Voir aussi, Gérard Bergeron, « Political Parties in Quebec ». *University of Toronto Quarterly*, April 1958, pp. 352-368.

Mais les partis n'en étaient pas pour autant fortement centralisés. Car les députés appartenaient avant tout à leur comté, et, si certaines incitations offertes aux électeurs, dont les incitations idéologiques, étaient surtout le fait des chefs du parti, la plupart des autres dépendaient des députés ou de leur équivalent, pris individuellement. Entourés des organisateurs locaux, ils assuraient le petit patronage, décidaient du choix d'un candidat et alimentaient les traditions partisans. Ainsi, le député était-il l'homme clé de la machine électorale et plus généralement de l'organisation du parti, puisqu'il participait, avec les autres parlementaires, à la direction du parti, et qu'il assurait, avec ses organisateurs, le bon fonctionnement de la machine sur le plan local.

Le député, ou son équivalent, faisait ainsi office d'articulation entre la direction du parti et ses cellules locales. Il le faisait plus ou moins bien, selon son expérience et ses aptitudes personnelles. Au total, les liens entre la direction du parti et les unités locales étaient assez fragiles et assez variables, parce que, justement, ils reposaient sur quelques individus plutôt que sur des institutions.

De ce point de vue, il apparaît extraordinaire que ce ne soit pas avant le milieu des années cinquante qu'un des partis politiques provinciaux se soit donné des règlements qui régissent son organisation, alors que toutes les associations de pareille ampleur, ont des règlements après quelques années d'existence.⁶

3. Le système traditionnel des partis

[Retour à la table des matières](#)

Ces partis formaient ensemble un système dont nous voulons maintenant indiquer les principales caractéristiques.

La plus évidente était le bipartisme, mais d'un type bien particulier. Rappelons que le Parti Libéral s'est maintenu au gouvernement de 1897 à 1935, après que se furent estompées les luttes idéologiques de la fin du XIXe siècle, et l'Union Nationale de 1936 à 1960, exception faite de l'intermède de 1939 à 1944. Remarquons surtout que durant ces deux grandes périodes, l'une libérale, l'autre unioniste, le parti d'opposition fut à peu près toujours très

---

⁶ Il n'y a pas de bonnes études de l'organisation traditionnelle des partis provinciaux. Michel Chaloult en a toutefois bien décrit certaines survivances dans *Les partis politiques sur le territoire pilote*, annexe technique no 14. Bureau d'aménagement de l'est du Québec. 1966 (polycopie).

faible, en nombre de sièges obtenus. En fait, ce n'est qu'au début ou à la fin de ces périodes que le parti d'opposition a obtenu plus d'un tiers des sièges : soit en 1935, en 1944 et en 1960.

Évidemment, le fameux effet mécanique de sous-représentation du parti minoritaire, propre au mode de scrutin majoritaire à un tour, explique en partie cette faiblesse de l'opposition. Cet effet veut, rappelons-le, que le rapport des sièges soit environ le cube du rapport des voix. Par exemple, si un parti obtient 60% des voix et l'autre 40%, le premier obtiendra environ 77% des sièges et l'autre 23%. Si, comme c'est le cas au Québec, les différences sont grandes dans la population électorale des comtés, et que le parti gouvernemental trouve sa plus grande force dans les petits comtés, sa surreprésentation pourra être plus grande encore. Ainsi, en 1948, l'Union Nationale, avec un peu plus de 50% des voix, obtenait 90% des sièges.⁷

Nous touchons là un autre trait caractéristique du système traditionnel des partis au Québec, soit l'appui massif que le parti ministériel a toujours trouvé dans les circonscriptions rurales, l'opposition trouvant sa plus grande force dans les villes : ce fut le cas de l'opposition conservatrice avant 1935, tout aussi bien que de l'opposition libérale après 1944. Ce fait s'explique aisément par la plus grande rentabilité électorale qu'avaient les incitations matérielles de patronage dans les comtés ruraux que dans les comtés urbains, plus peuplés et donc plus difficiles à contrôler. Plus généralement, toutes les incitations, sauf les incitations idéologiques, qu'offraient les partis provinciaux du Québec étaient liées à une culture politique qui était surtout le fait des milieux ruraux, les milieux urbains s'en éloignant de plus en plus à mesure que s'écoulait le XXe siècle.

On comprend alors que le parti ministériel ayant, comme nous l'avons indiqué, le contrôle presque entier de la plupart des incitations électorales - et l'ayant de plus en plus après quelques années au gouvernement - il ait pu maintenir très longtemps le parti d'opposition au plancher, dans une faiblesse extrême. Seuls alors des bruits de corruption, coïncidant avec le passage d'une génération partisane, et surtout avec une période de dépression économique (ainsi les années trente et la fin des années cinquante) pouvaient toucher un assez grand nombre d'électeurs pour provoquer un changement de gouvernement.

Tel est le tableau qu'on peut faire des partis provinciaux du Québec, tels qu'ils fonctionnaient il y a dix ou quinze ans encore. Liés à un état de société

⁷ Sur les aspects électoraux du système traditionnel des partis provinciaux du Québec, voir Jean Hamelin, Jacques Letarte et Marcel Hamelin. « Les élections provinciales dans le Québec ». *Cahiers de Géographie de Québec*, octobre 1959 - mars 1960, pp. 5-207 ; et Paul Cliche, « Les élections provinciales dans le Québec, de 1927 à 1956 », *Recherches sociographiques*, juillet-décembre 1961, pp. 343-365.

et à une culture politique où prévalaient les relations personnelles, la socialisation intense mais à court rayon, la pauvreté de l'information et de la formation technique, ils pouvaient difficilement proposer et réaliser des formes d'activités électorales, connectrices ou gouvernementales révolutionnaires par rapport à cet état de société et à cette culture. Les partis politiques sont rarement à l'origine profonde de transformations économiques, sociales et culturelles : ils décident plutôt de leur extension dans la société globale, de leur accélération ou de leur stabilisation.

Dans cette perspective, nous voulons maintenant dégager ce que sont devenus les partis politiques provinciaux depuis dix ou quinze ans. Plusieurs traits que nous avons établis demeurent, mais d'autres se modifient, sans qu'il soit possible, encore une fois, de prévoir quels seront les résultats définitifs de ces modifications.

4. Les transformations du système des partis

[Retour à la table des matières](#)

Si on examine d'abord les résultats des élections provinciales de 1962 et de 1966, on s'aperçoit que, malgré les apparences, le système des partis est déjà différent de ce qu'il était avant 1960.

À ces deux élections, c'est le parti majoritaire, en votes obtenus tout au moins, qui reçoit des milieux urbains un appui massif, alors que l'Union Nationale ne se maintient, en 1962, et ne remporte le plus de sièges, en 1966, que grâce aux petits comtés ruraux. Donnons quelques chiffres significatifs : des 45 circonscriptions où les urbains représentaient, au moment du recensement de 1961, plus de 60% de la population, le Parti Libéral en a remporté 37 aux élections de novembre 1962, alors que, par opposition, l'Union Nationale triomphait dans 12 des 15 circonscriptions où les ruraux agricoles représentaient plus de 35% de la population. Elle gagnait aussi du terrain, par rapport à 1960, dans 16 des 25 circonscriptions où le revenu moyen des salariés ruraux n'excédait pas \$2,000. En 1966, l'Union Nationale remportait la victoire dans 19 de ces circonscriptions et dans 13 des 15 circonscriptions où les ruraux agricoles formaient plus de 35% de la population. Par contre, elle ne

trionphait que dans 13 des 39 circonscriptions où les urbains étaient plus de 80%.

Cette polarisation est remarquable à double titre. D'abord, parce que la situation traditionnelle est renversée et que ce sont les urbains maintenant qui assurent le succès du parti majoritaire en votes obtenus. Derrière ce renversement, il y a le fait que les ruraux qui formaient 60% de la population du Québec en 1901, et 44% en 1931, n'étaient plus que 26% en 1961.

En outre, les élections de 1962 et 1966 sont peut-être les premières au Québec où une division aussi nette se manifeste entre les électeurs d'un certain niveau d'instruction, d'occupation ou de revenu, et les autres. On se rappelle, d'ailleurs, qu'en 1962 la campagne des libéraux, centrée sur la nationalisation de l'électricité et le slogan « Maîtres chez nous », visait avant tout les classes supérieures et les classes moyennes, alors que l'Union Nationale cherchait à s'attirer le vote des « gagne-petit », c'est-à-dire des classes défavorisées de la population. La polarisation fut moins nette en 1966, à cause de la variété des thèmes électoraux, mais elle n'en fut pas moins évidente au niveau local surtout. Survenant après la poussée créditiste aux élections fédérales de 1962 et 1963, les résultats de ces deux élections indiquaient déjà le déclin des divisions partisans traditionnelles et un impact de plus en plus prononcé des clivages socio-économiques sur les résultats électoraux, et par là sur les partis eux-mêmes.⁸

Ces deux caractéristiques se retrouvent dans les résultats des élections provinciales de 1970. L'Union Nationale n'obtient plus que 16% du vote des inscrits, alors que deux nouveaux partis, le Parti Québécois et le Ralliement Créditiste, obtiennent ensemble 29% de ce vote (20% au Parti Québécois et 9% au Ralliement Créditiste). Il y a donc réalignement important des divisions partisans. Quant aux clivages socio-économiques, ils se maintiennent, tout en s'exprimant autrement dans un système où l'on compte maintenant quatre partis au lieu de deux. Comme au cours des années soixante, les électeurs non francophones du Québec continuent d'appuyer massivement le Parti Libéral. Ce parti demeure également un parti plus urbain que l'Union Nationale, dont le déclin, à Montréal, est tout particulièrement important. Mais les deux nouveaux partis empruntent aux deux partis traditionnels des caractéristiques que ceux-ci avaient prises au cours des années soixante. C'est maintenant le Parti Québécois, bien plus que le Parti Libéral, qui apparaît comme un parti de gens instruits, et c'est le Ralliement Créditiste, bien plus que l'Union

⁸ Les différences électorales entre les deux partis ont été étudiées plus en détail dans Vincent Lemieux, « Québec -Heaven is Blue and Hell is Red », dans Martin Robin (éd.), *Canadian Provincial Politics*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1972, pp. 262-299. Voir aussi les deux études de Maurice Pinard, « Classes sociales et comportement électoral » et « La rationalité de l'électorat : le cas de 1962 », dans Vincent Lemieux (dir.), *Quatre élections provinciales au Québec : 1956-1966*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969, pp. 141-195.

Nationale, qui apparaît comme un parti d'électeurs peu scolarisés. Le Parti Libéral et l'Union Nationale n'ont plus de caractéristiques nettes sur ce plan, alors que le Parti Québécois et le Ralliement Créditiste apparaissent aussi contrastés que pouvaient l'être les deux partis traditionnels en 1962.⁹

On verra, en conclusion, comment on peut interpréter ce phénomène et, plus généralement, les transformations du système des partis provinciaux du Québec.

5. Les transformations de l'organisation des partis

[Retour à la table des matières](#)

Ces transformations ont commencé avec la création de la Fédération libérale, au milieu des années cinquante, puis le début de structuration de l'Union Nationale en 1965. Ces deux créations qui se produisirent, remarquons-le, dans l'opposition, présentaient des caractères bien différents. L'Union Nationale s'en tenait à la constitution d'un Conseil national et à recommander la création d'associations de comtés, alors que le Parti Libéral avait mis sur pied une organisation très complexe, à tous les paliers.¹⁰ Elle fut d'ailleurs un peu simplifiée en 1971.

Il semble qu'un des principaux objectifs des deux partis ait été de donner aux électeurs, chez qui s'affaiblissaient les traditions partisans, une maison un peu moins close où appuyer le parti et travailler pour lui. Une autre motivation, qui rencontre celle-ci, fut sans doute de bâtir un parti apte à faire face à des activités connectrices et à guider des activités gouvernementales de plus en plus complexes, que le parti soit au gouvernement ou dans l'opposition.

Dès sa création, en 1968, le Parti Québécois se donnait une organisation officielle aussi complexe que celle du Parti Libéral, bien que différente. La principale nouveauté consistait à faire coexister deux réseaux dans l'organisation du parti, l'un orienté vers le programme ou, si l'on préfère, vers la

---

⁹ Sur les élections provinciales de 1970, voir Vincent Lemieux, Marcel Gilbert et André Blais, *Une élection de réaligement*, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

¹⁰ Sur les réactions qu'a provoquées, au plan local, cette organisation officielle, voir Paul-André Comeau, « Les transformations du Parti Libéral québécois », *Revue canadienne d'économie et de science politique*, août 1965, pp. 358-367.

fonction « politique » du parti, l'autre orienté vers les services, c'est-à-dire vers la fonction « électorale ». ¹¹ Dans les termes que nous avons utilisés pour classer les activités des partis, on peut dire que le réseau « programme » recouvre surtout les activités gouvernementales et les activités de connexion ascendante du parti (des publics au gouvernement), tandis que le réseau « service » recouvre plutôt les activités électorales et de connexion descendante (du gouvernement aux publics). Le Ralliement Créditiste, pour sa part, se donnait une organisation beaucoup plus simple, davantage apparentée à celle de l'Union Nationale qu'à celle des deux autres partis. Le chef du parti y avait toutefois des prérogatives moins grandes que dans l'Union Nationale, comme on allait le constater par la suite.

La volonté, encore mal assurée, de répondre, par des organisations nouvelles aux défis nouveaux qui confrontent les partis, s'observe dans les modifications qui se sont produites à chacun des trois paliers structurels que nous avons distingués plus haut : le palier de la direction, celui de la base, et celui des articulations entre les deux.

Les parlementaires ont toujours une influence prédominante à la tête des deux partis traditionnels, et dans les deux autres, leur influence réelle est plus grande que leur autorité officielle. Mais ils sont maintenant entourés de spécialistes ou de permanents qui sont payés par le parti ou qui travaillent pour lui dans les différents comités ou commissions qui assistent la direction centrale. ¹² Les partis, eux aussi, commencent à avoir leurs « technocrates » et on peut dire que le rôle de ceux-ci fut important dans les victoires libérales de 1960, de 1962 et de 1970. De ce point de vue, l'Union Nationale a marqué un retard qui l'a défavorisée lors de ces élections. Mais, sous Gabriel Loubier, l'Union Nationale s'est entourée de jeunes techniciens, aussi efficaces selon elle que ceux qui travaillent pour le Parti Québécois. Seul le Ralliement Créditiste n'a pas encore emboîté le pas, mais tout indique qu'il finira par le faire lui aussi. ¹³

À la base, les partis ont fait des efforts pour devenir des partis de masse, comme ils disent parfois. Là où l'on n'avait autrefois que des groupes informels et restreints d'organiseurs, on a voulu grouper le plus grand nombre possible de partisans, hommes, femmes ou jeunes. Ces tentatives, qui s'inspiraient d'une formule dépassée, ont abouti à un échec ou à un quasi-échec. Les libéraux sont retombés à 50000 membres environ, après en avoir

¹¹ Cette distinction est faite dans André Larocque, *Défis au Parti Québécois*, Montréal, Éditions du Jour, 1971. Cet ouvrage donne une bonne description de l'organisation officielle du Parti Québécois.

¹² Pour d'autres aspects de l'évolution du rôle du député, voir Jean-Charles Bonenfant (suivi d'un commentaire de Robert Boily), « L'évolution du statut de l'homme politique canadien-français », *Recherches sociographiques*, janvier-août 1966, pp. 117-129.

¹³ Un diplômé en Science politique a été engagé, en 1972, pour assister le leader parlementaire du parti.

compté beaucoup plus vers 1960 ; quant à l'Union Nationale, après avoir prétendu un temps compter 150000 membres, elle a avoué, au cours de 1965, que quelques milliers seulement payaient la cotisation annuelle de \$1 et son Conseil national a décidé que, désormais, il n'en coûtera rien pour adhérer au parti. Le Parti Québécois oscille autour du chiffre de 50000 membres, et le Ralliement Créditiste en compte beaucoup moins. On est donc loin des grands nombres et de l'autofinancement par les membres, loin aussi de l'éducation politique selon une doctrine partisane, traits qui caractérisent les véritables partis de masse. Notons, toutefois, que les associations de comtés existent dans le Parti Libéral et le Parti Québécois, que ces associations se réunissent en assemblée, élisent des officiers, et qu'elles sont, pour les associations locales qu'elles regroupent, la voie d'accès officielle vers le député ou la direction du parti.

Nous touchons ici aux articulations entre les associations locales et la direction du parti. En plus des associations de comtés, il y a, dans le Parti Libéral et le Parti Québécois, des instances régionales, ce qui est un fait nouveau et sans doute indicatif d'une prise de conscience qui se produit actuellement au Québec. Les associations de comtés envoient des délégués officiels à ces instances, ainsi qu'au congrès général du parti, et elles sont représentées au Conseil national de l'Union Nationale, au Conseil général du Parti Libéral, au Conseil national du Parti Québécois et au Conseil provincial du Ralliement Créditiste. Ces organes de direction peuvent exercer certains contrôles sur les organisations de comtés, ce qui est un autre fait nouveau par rapport à l'autonomie quasi totale dont jouissait, il y a quelques années encore, l'organisation du parti dans le comté.¹⁴

Ces transformations, qui ont été accomplies au moins sur le papier, sont l'indice de ce qui est en train de changer dans les activités des partis et dans les situations auxquelles ces activités doivent répondre.

---

¹⁴ Sur l'organisation des partis du Québec, on trouvera quelques données, présentées selon un schéma conceptuel unifié, dans Vincent Lemieux et François Renaud, *Les organisations partisans au Québec* (Annexe A à un rapport de recherche sur *Les partis dans la région de Québec*, Québec, 1970 (polycopié).

6. Les transformations des activités des partis

[Retour à la table des matières](#)

L'objet premier des partis reste le même : il est toujours de remporter la victoire aux élections pour pouvoir ainsi constituer le gouvernement. Mais, pour arriver à cette fin, les incitations électorales traditionnelles qu'offraient les partis ont perdu de leur efficacité. Les partis doivent maintenant en offrir de nouvelles, de même qu'ils doivent redéfinir leurs activités de connexion et leurs activités gouvernementales.

Nous avons déjà noté le déclin de l'esprit partisan et donc de l'identification traditionnelle au parti. C'est une remarque qui revient souvent dans la bouche des organisateurs politiques. Pour beaucoup d'électeurs, le parti n'est plus ce qu'il était « au temps des vieux ». L'identification aux hommes politiques ne peut plus être la même, également, maintenant qu'on les montre en gros plan à la télévision, ce qui ne les sert pas toujours.

Quant à la possibilité de faire carrière dans la politique, c'est là une incitation qui n'a jamais tenté et qui ne tente encore aujourd'hui qu'un tout petit nombre d'électeurs partisans. Là aussi, la situation change; il semble que, de plus en plus, les partis feront appel à des hommes dont les états de service dans le parti compteront moins que la compétence ou la réussite dans un domaine autre que politique, et il est probable que cette tendance se généralisera, même au niveau de la simple députation.¹⁵

On dit parfois que les années présentes sont celles de la « fin des idéologies ». On a raison si on veut indiquer par là qu'il n'y aura plus d'élites ou de notables qui, monopolisant l'information et la culture politiques, pourront imposer aux publics électoraux leurs vues abstraites et moralisatrices. ou plutôt, une certaine élite continuera sans doute de pratiquer ces vues, faute de réussir d'autres pratiques, mais les partis voudront de moins en moins les reprendre à leur compte, car elles n'ont plus d'avenir chez des publics qui

---

¹⁵ Cette tendance, au niveau de la politique fédérale, a été étudiée avec perspicacité par John Meisel. dans « The Stalled Omnibus : Canadian Parties in the 1960s », *Social Research*. Autumn 1963, pp. 367-390.

disposeront, de plus en plus, de la formation et de l'information suffisantes pour en mesurer le vide.

Enfin, les plus importantes rétributions dont disposaient les partis, soit les rétributions matérielles, généralement distribuées par patronage, sont maintenant beaucoup plus restreintes. Elles n'ont plus tout à fait le même attrait dans une société où la formation technique augmente.

Des mesures mieux réglementées ou plus collectives, qui sont administrées par des bureaucraties assez imperméables au pouvoir politique, ont remplacé la plupart des redistributions personnelles et localisées de jadis. C'est surtout le « gros » patronage qui subsiste, au profit des entrepreneurs, vendeurs, ingénieurs, architectes, avocats, etc. Il sert à garnir la caisse des partis, mais son impact électoral n'est pas aussi direct et aussi étendu que celui du « petit » patronage. D'ailleurs, la campagne de 1970 du Parti Québécois et du Ralliement Créditiste a montré que le travail bénévole des militants pouvait être aussi efficace, sinon plus, que celui, bien payé, des organisateurs traditionnels. ¹⁶

Les partis ont tenté, non sans difficulté, de substituer aux incitations électorales traditionnelles des incitations nouvelles. Les programmes électoraux se sont généralisés. Aucun des deux partis n'avait un programme en 1956, seul le Parti Libéral en avait un en 1960, et seule l'Union Nationale en avait un en 1962. Mais en 1966 et en 1970, tous les partis ont présenté un programme écrit au corps électoral. Ils ont aussi tenté de construire une image favorable des chefs que l'on voit fréquemment à la télévision. Ces deux incitations nouvelles sont plus « nationales » que les anciennes, plutôt locales. Les programmes et l'image des chefs sont aussi projetés dans le futur, bien plus qu'ils n'illustrent le passé, contrairement à ce que l'Union Nationale, sous Duplessis, disait de ses réalisations et de son chef. ¹⁷

La projection dans le futur est sans doute symptomatique de la difficulté que les partis ont eu à gouverner le Québec depuis le milieu des années soixante. De 1962 à 1966, puis de 1966 à 1970, le parti ministériel a, en effet, subi un recul électoral important qui manifestait l'insatisfaction d'un grand nombre d'électeurs envers le gouvernement des partis. ¹⁸

¹⁶ Sur ces questions et plus généralement sur les activités des partis provinciaux. Voir Vincent Lemieux et François Renaud, *Les partis dans la région de Québec*, Québec. 1970 (polycopié).

¹⁷ Sur les plates-formes électORAles et la présentation des chefs. de 1956 à 1966. voir Vincent Lemieux, « Les plates-formes électORAles des partis », dans Vincent Lemieux (dir.). *Quatre élections provinciales au Québec: 1956-1966*, Québec, les Presses de l'Université Laval. 1969. pp. 29-66.

¹⁸ Nous avons tenté de donner une explication de ce phénomène dans « Les partis et leurs contradictions », dans Jean-Luc Migué (dir.). *Le Québec d'aujourd'hui, Regards d'universitaires*. Montréal, Hurtubise HMH, 1971. pp. 153-171.

La politique au Québec n'est plus une simple affaire de voirie, de travaux publics, d'agriculture et de colonisation; que ce soit dans le domaine de l'éducation, des affaires sociales, des affaires économiques ou du travail, les mesures étatiques sont de plus en plus nombreuses et les problèmes qu'elles soulèvent, ou tentent de régler, font de plus en plus l'objet de débats et de luttes politiques, auxquels les partis ne sont plus les seuls à participer, et qui risquent toujours d'aliéner au parti ministériel les groupes et les individus forcément très nombreux qui s'estiment perdants.

Ces problèmes politiques, qui augmentent et se diversifient, sont aussi de moins en moins locaux et de plus en plus régionaux et provinciaux. D'où la nécessité pour les partis de s'ouvrir par des activités connectrices appropriées aux régions et à l'ensemble de la société.

De plus, parce qu'ils sont plus complexes ainsi que plus régionaux et plus provinciaux, ces problèmes, qui se posent aux partis politiques, ne peuvent être compris, étudiés ou réglés qu'avec le concours des individus et des groupes qui les vivent quotidiennement et qu'on ne trouve pas nécessairement dans les rangs du parti.

D'où les congrès ou assises ouverts à des experts non partisans, les réunions de penseurs, les séances d'information ou les colloques organisés pour des groupes spécialisés, qu'ont commencé de pratiquer, à des degrés divers, les partis provinciaux du Québec. Le Parti Québécois a, jusqu'à maintenant, compté presque uniquement sur ses propres ressources humaines pour animer ces réunions, tandis que l'Union Nationale, plus encore que le Parti Libéral, a ouvert ses portes à des ressources de l'extérieur. Le Ralliement Créditiste n'a eu, jusqu'à maintenant, que des velléités dans ce domaine, exprimant quand même le désir de se laisser envahir par des « jeunes » et des « intellectuels ».

7. Les différences idéologiques entre les partis

[Retour à la table des matières](#)

À y regarder de près, les activités et l'organisation des partis, ainsi que leurs positions dans le système de partis, manifestent assez clairement des différences idéologiques ou, si l'on préfère, culturelles, qui sont reliées à la « révolution tranquille » et, plus spécialement, à ce qu'elle a changé dans la

société québécoise, entendue comme relation d'un gouvernement et d'une communauté.

Le Parti Québécois a des positions nettes à cet égard. Héritier de la révolution tranquille, il accorde au gouvernement un rôle moteur dans l'organisation de la communauté. S'il veut faire l'indépendance du Québec, c'est pour que tous les pouvoirs soient remis à un gouvernement qui puisse ainsi diriger comme il l'entend la société québécoise. Il n'est pas étonnant qu'il ait été appuyé, jusqu'à maintenant, par des classes de la population qui ont largement profité de la révolution tranquille. Elles estiment avoir peu à perdre d'une intervention de plus en plus active du gouvernement dans la communauté, ou encore, elles estiment que l'intervention des gouvernements libéraux ou unionistes, tout en étant inévitable, ne s'est pas exercée dans le bon sens. Il n'est pas étonnant non plus qu'un tel parti très interventionniste se soit donné une organisation aussi élaborée que le type de gouvernement qu'il propose, et qu'il tempère son interventionnisme par une insistance sur la participation sans laquelle le rôle moteur du gouvernement risque de tourner à la bureaucratie. Le Parti Québécois, parce qu'il défend une cause, l'indépendance, dont la valeur sentimentale est grande chez la jeunesse instruite du Québec, peut compter sur un bénévolat actif. D'autant plus que le parti n'a jamais connu l'épreuve du gouvernement.

À l'opposé du Parti Québécois, on trouve le Ralliement Créditiste. Pour lui, la révolution tranquille a surtout signifié chambardement, bureaucratisation, renforcement d'une classe politique qui croit savoir ce qui est bon pour la population. Le Ralliement estime que la communauté n'est pas aussi déficiente que le laisse supposer l'action trop interventionniste du gouvernement. Ce parti trouve sa clientèle dans des milieux où les solidarités traditionnelles résistent et qui ont peu profité de la révolution tranquille: cultivateurs, commerçants, petits vendeurs, artisans, ouvriers qui habitent hors des grands centres. L'organisation légère et fraternelle qu'il s'est donnée est, elle aussi, à l'image du gouvernement projeté. L'insistance sur la participation et sur les communications dans les deux sens n'est pas nécessaire dans un parti formé par l'imbrication les uns dans les autres de groupes primaires. Enfin, l'attachement aux hommes et à ce qui reste de la doctrine créditiste, ainsi que la générosité traditionnelle des milieux où excellent les créditistes assurent un bénévolat pour le moins comparable à celui du Parti Québécois.

Le Parti Libéral, qui a porté, jusqu'au milieu des années soixante, la révolution tranquille, demeure un parti interventionniste, mais qui a opté pour une augmentation des ressources matérielles à l'intérieur du fédéralisme. Son action économique dans la société québécoise parvient mal à se dégager des contraintes créées par les réformes coûteuses de l'éducation, puis des affaires sociales. Il n'en attire pas moins les professionnels, les cadres, les milieux d'affaires - tout spécialement les vendeurs - ainsi que de nombreux ouvriers.

Peu électoraliste avant 1966, l'action du Parti Libéral l'est devenue beaucoup plus après 1970. L'organisation du parti, comme ses activités de connexion, s'est conformée de plus en plus nettement à l'image de son style de gouvernement qui se veut compétent, gestionnaire et assez peu régionalisé. Ce style de gouvernement se laisse finalement assez peu informer par les aspirations nouvelles et minoritaires de milieux défavorisés qui n'ont pas un poids électoral comparable à leurs convictions. À choisir entre les minorités, le Parti Libéral a tendance à préférer celles des biennantis.

La nouvelle Union Nationale trouve difficilement sa place à travers les plates-bandes des trois autres partis qui recouvrent entièrement les positions qui peuvent être prises par rapport à la révolution tranquille et à l'indépendance du Québec. Il lui resterait, logiquement, à être non-interventionniste et indépendantiste, ce qui est difficilement concevable. Non-interventionniste au début des années soixante, l'Union Nationale a été impuissante à maintenir tout à fait cette position de 1966 à 1970. Fédéraliste, bien qu'autonomiste jusque-là, elle a côtoyé, sous Daniel Johnson, les rives de l'indépendance. Son organisation et ses activités ont manifesté la même hésitation au cours des années soixante : elle a tenté de se donner des structures plus officielles et de s'ouvrir davantage à des expertises autres qu'électorales. Il semble qu'elle ait choisi de devenir - ou de redevenir - une réplique un peu plus autonomiste, un peu plus régionalisée et un peu moins technocratisée du Parti Libéral.

Le succès ou non de cette nouvelle Union Nationale, dans sa tentative de reprendre pied en politique provinciale, pourra bien commander le sort de tous les autres partis. Si elle réussit, le Parti Libéral pourra y perdre une partie de sa clientèle de petites et de moyennes affaires, et la montée du Ralliement Créditiste pourra trouver son terme autour d'un 10 ou 15% des inscrits. Si elle échoue, le Ralliement, à condition qu'il se « modernise », pourrait bien devenir un parti aussi important que le Parti Québécois qui serait alors réduit à n'être *qu'une* des solutions de rechange au Parti Libéral. Les leaders du Parti Québécois, dont René Lévesque, savent bien qu'il leur faut éviter cela à tout prix, et s'imposer, dès les prochaines élections générales, comme la solution de rechange. Que cela arrive et l'on pourra croire qu'un gouvernement dirigé par le Parti Québécois ne sera plus qu'une question d'années. Mais si l'Union Nationale ou le Ralliement Créditiste (ou une fusion toujours possible des deux) s'impose comme l'autre grand parti, l'avenir du Parti Québécois apparaîtra pour le moins incertain ¹⁹.

¹⁹ Il est inutile de dire que cette conclusion, comme bien d'autres passages de cet article, est « datée » dans le temps. Dans l'état d'évolution constante et peu prévisible où se trouvent les partis provinciaux du Québec, il est impossible d'écrire un article un peu actuel qui ne soit en même temps susceptible d'être démodé d'ici peu.